

Le budget—M. McCain

Manan, il y a environ une semaine, s'élève à plus de \$100,000. Ce n'est rien en comparaison de la tempête d'aujourd'hui. Aussi, j'aimerais savoir quelle politique le gouvernement va adopter. Le gouvernement—le ministre des Finances (M. Turner), le premier ministre (M. Trudeau) et tous ceux qui les entourent et se trouvent derrière eux—a-t-il l'intention de ne pas adopter l'attitude traditionnelle du gouvernement canadien qui consiste à supporter les pertes absolument inévitables. Avant l'arrivée de l'administration actuelle, on considérait cela comme une responsabilité nationale. Cette responsabilité a été bel et bien rejetée depuis l'avènement du premier ministre actuel; c'est une honte.

Il est temps que le gouvernement étudie longuement et attentivement la possibilité de prendre des mesures pratiques et progressistes visant à assainir la structure économique rudimentaire tant de la pêche que de l'agriculture.

Je ne m'attendrai pas sur les problèmes que connaît actuellement l'industrie de la pêche. Je répète toutefois que l'on a établi les règlements qui régissent la pêche, de la capture à la mise en boîte, du pêcheur à la conserverie, avec un manque total de réalisme; ces règlements sont en contradiction avec tout ce qui se fait dans bien d'autres pays du monde. Ils ont nui à l'industrie de la pêche. S'ils avaient été réalistes, on aurait eu des possibilités dans ce domaine. Sous l'administration actuelle, nous avons vu abandonner des activités prospères dans d'autres pays en matière de pêche. Le Canada a empêché la capture dans la mer de poissons qui peuvent se vendre dans d'autres régions du pays.

Les règlements sanitaires instaurés par le gouvernement, il va sans dire, pour de très bonnes raisons, ont été imposés aux pêcheurs pour le poisson destiné tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation. D'autres pays sont venus sur nos côtes pour acheter du poisson à nos pêcheurs, mais nous leur avons dit: «Non, nous ne le mangerons pas, et nous ne vous le vendrons pas non plus.» Nous avons fait cela même si ces pays avaient des normes tout à fait différentes pour leurs produits alimentaires. Nous avons, de façon tout à fait injustifiée, privé nos pêcheurs d'une source de revenus à laquelle ils avaient droit.

Dans l'industrie agricole, nous n'avons pas su reconnaître les problèmes. On ne peut nier la prospérité du céréaliculteur de l'ouest décrite par le dernier orateur de ce côté-ci de la Chambre. Certains secteurs de l'agriculture sont extrêmement rentables, on ne peut le nier. Mais on ne peut nier non plus qu'en raison de la crise qui sévit dans d'autres secteurs de l'industrie agricole depuis déjà longtemps, une mauvaise année de plus et ce sera la ruine pour certains agriculteurs. Et cela pourrait arriver avant longtemps.

Il est intéressant de noter que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a jugé bon de conclure un accord avec une fabrique d'amidon de la province afin que celle-ci rouvre ses portes au cas où il serait nécessaire de traiter des rebuts de bois, produit de second ordre du Nouveau-Brunswick. Apparemment, l'offre a atteint un niveau qui pourrait faire baisser les prix, ce que cette industrie pourrait difficilement supporter. Toutefois, il n'existe pas de mécanisme immédiat à mettre en œuvre dans le cadre de ce programme gouvernemental. Si les intéressés ont une mauvaise année, ils ne seront peut-être pas en mesure de semer une autre récolte. C'est une solution de fortune. C'est, j'ai le regret de la dire, le prolongement de l'attitude de l'ancien ministre de l'Agriculture, l'honorable M. Olson que j'ai entendu dire: «S'il fait trop chaud, sortez de la

cuisine.» Il voulait dire par là: si vous ne pouvez lutter contre la concurrence sur le marché international, abandonnez l'agriculture.

Rien n'est changé, on ne reconnaît pas plus aujourd'hui la nécessité d'entreprendre des négociations internationales pour permettre à l'industrie agricole du Canada de prévoir l'avenir comme elle en a besoin pour se développer et pour servir les consommateurs à un juste prix. Lorsqu'ils ont élaboré la politique agricole, les ministres ont marché en aveugles, au milieu de la confusion, c'est pourquoi elle est vouée à l'échec. Leur unique politique, pierre angulaire de l'agriculture, s'est terminée par une enquête d'un comité de la Chambre. A mon avis, ce trait montre en lui-même l'attention que l'on consacre à l'agriculture, et le genre de politique élaborée par le gouvernement et mise en œuvre par des textes législatifs.

Le budget peut fort bien révéler de grandes difficultés pour la région de l'Atlantique. Je me demande si, à long terme, la région de l'Atlantique occupe une position unique, particulièrement en ce qui concerne l'énergie et son approvisionnement à long terme.

● (2130)

Il est temps pour le gouvernement du Canada de prendre des mesures appropriées et d'alerter les Canadiens sur la nature exacte de l'approvisionnement à long terme en énergie. D'après certains signes discrets, on peut penser, et j'imagine que nous le saurons clairement avant longtemps, que tout le Canada peut finalement avoir à payer le prix mondial du pétrole. De toute évidence, la première région touchée par cette éventualité serait la région de l'Atlantique et il n'existe actuellement aucun plan visant à satisfaire les besoins énergétiques de cette région, en particulier ceux des industries pétrochimiques.

Il est temps de nous demander si nous aurons ou non assez de pétrole pour alimenter le pipe-line que l'on se propose de construire jusqu'à Montréal. Il est temps pour le gouvernement d'étudier les changements qui interviendront dans la situation des revenus, si les régions du Canada qui possèdent des ressources en pétrole y attirent l'industrie et les emplois. Je ne vois rien à redire à la croissance d'une région particulière du Canada, mais, à mon sens, le gouvernement devrait connaître les conséquences éventuelles de cette évolution sur la répartition de la richesse et des emplois, et les répercussions sur la région de l'Atlantique.

Le gouvernement devrait étudier si le Québec pourrait être le prochain à être touché. Puis sera-ce le tour de l'Ontario? Nos ressources énergétiques connues gisent certainement à l'ouest des Grands Lacs, et non à l'est. L'argent, les emplois, la production gravitent autour des sources d'énergie pour profiter des faibles coûts de production. Toute la formule de péréquation que nous avons connue jusqu'ici pourrait bien être modifiée, province par province.

Ce qui aggrave la situation, c'est la politique de confrontation que poursuivent le premier ministre, le ministre des Finances et d'autres membres du cabinet au sujet de l'exploitation des ressources naturelles et des revenus qu'elles procurent. Il n'y a jamais eu de conflit dans toute notre histoire au sujet de la propriété des ressources naturelles. Elles appartenaient aux gouvernements provinciaux, que ce soit le Québec, le Nouveau-Brunswick ou l'Alberta, ou toute autre province. Jamais un gouvernement fédéral n'a dit aux provinces: nous devrions partager les recettes que vous tirez de vos ressources naturelles.

Même aux époques les plus difficiles, le Québec ou l'Île-du-Prince-Édouard n'ont participé aux profits que